

AIR FRANCE, GOODYEAR, ETAT D'URGENCE :
FACE À LA CRISE ILS VEULENT MUSELER

LA RESISTANCE OUVRIERE

Licenciements pour faute lourde, procès au pénal, condamnation à de la prison ferme, c'est du lourd et du jamais vu depuis la Guerre d'Algérie.

Le gouvernement frappe fort, à tel point que Sarkozy se permet d'émettre des réserves sur des sanctions trop lourdes – on n'est quand même pas dupes...

Criminaliser l'action syndicale ? Non, ce n'est pas vraiment l'objectif du gouvernement dans cette affaire, au risque de choquer.

L'objectif est de faire rentrer dans les rangs tous les révoltés qui n'en peuvent plus de colère rentrée, et de valoriser au contraire un syndicalisme réformiste à la sauce CFDT, le rituel annuel des NAO avec la petite heure de grève habituelle, les réunions paritaires régulières, les Conférences sociales annuelles, les négociations feutrées de syndicats « responsables ».

Non, l'objectif, c'est de criminaliser la lutte de classes sans concessions, celles et ceux qui refusent les compromissions, qui ne croient pas au « développement humain durable », au capitalisme réformé à visage humain, au développement harmonieux au service de l'intérêt général. De criminaliser celles et ceux qui ont compris que le capitalisme ne se réforme pas, qu'il y a deux camps en guerre totale, deux projets, deux visions du monde.

Dans le collimateur, les ouvriers révoltés menacés de licenciement, celles et ceux qui déchirent la chemise des patrons, celles et ceux qui séquestrent les exploiteurs, les délégués trop peu conciliants comme à Sodexho ou ID Logistics. Mais aussi les écologistes radicaux qui se battent contre l'aéroport Notre Dame des Landes, ou le barrage de Sivens. Mais aussi les militants des quartiers qui refusent le quadrillage policier et les exécutions sommaires.

Là-dessus vient se greffer l'Etat d'Urgence qui va encore être prolongé avec le même objectif : contrôle social, tentative de chape de plomb pour museler la révolte et la résistance populaire.

L'enjeu ? L'impérialisme français est à la traîne de ses concurrents dans la guerre économique mondialisée, et malgré tous les plans d'ajustement structurels, il

AIR FRANCE, GOODYEAR, ETAT D'URGENCE :
FACE À LA CRISE ILS VEULENT MUSELER

LA RESISTANCE OUVRIERE

Licenciements pour faute lourde, procès au pénal, condamnation à de la prison ferme, c'est du lourd et du jamais vu depuis la Guerre d'Algérie.

Le gouvernement frappe fort, à tel point que Sarkozy se permet d'émettre des réserves sur des sanctions trop lourdes – on n'est quand même pas dupes...

Criminaliser l'action syndicale ? Non, ce n'est pas vraiment l'objectif du gouvernement dans cette affaire, au risque de choquer.

L'objectif est de faire rentrer dans les rangs tous les révoltés qui n'en peuvent plus de colère rentrée, et de valoriser au contraire un syndicalisme réformiste à la sauce CFDT, le rituel annuel des NAO avec la petite heure de grève habituelle, les réunions paritaires régulières, les Conférences sociales annuelles, les négociations feutrées de syndicats « responsables ».

Non, l'objectif, c'est de criminaliser la lutte de classes sans concessions, celles et ceux qui refusent les compromissions, qui ne croient pas au « développement humain durable », au capitalisme réformé à visage humain, au développement harmonieux au service de l'intérêt général. De criminaliser celles et ceux qui ont compris que le capitalisme ne se réforme pas, qu'il y a deux camps en guerre totale, deux projets, deux visions du monde.

Dans le collimateur, les ouvriers révoltés menacés de licenciement, celles et ceux qui déchirent la chemise des patrons, celles et ceux qui séquestrent les exploiteurs, les délégués trop peu conciliants comme à Sodexho ou ID Logistics. Mais aussi les écologistes radicaux qui se battent contre l'aéroport Notre Dame des Landes, ou le barrage de Sivens. Mais aussi les militants des quartiers qui refusent le quadrillage policier et les exécutions sommaires.

Là-dessus vient se greffer l'Etat d'Urgence qui va encore être prolongé avec le même objectif : contrôle social, tentative de chape de plomb pour museler la révolte et la résistance populaire.

L'enjeu ? L'impérialisme français est à la traîne de ses concurrents dans la guerre économique mondialisée, et malgré tous les plans d'ajustement structurels, il

n'arrive pas à remonter son retard. Engagé militairement à l'extérieur (Afrique, Syrie, Irak) – et ça coûte cher, il lui faut en parallèle mener la guerre intérieure. ANI, Lois Macrons, CICE, Pacte de Responsabilité, ça ne suffit pas.

Alors on va réformer le Code du Travail, et on va avoir de nouveaux plans de restructurations, dans le privé comme dans le public. De nouvelles attaques sur les salaires, les retraites, sur la protection sociale, les conditions de travail, la précarité, la sous-traitance, les horaires et les temps partiels, le travail de nuit et le dimanche et quoi d'autre ?

Le patronat français est parfaitement inséré dans la mondialisation globalisée (comme en ce moment Renault face à la grève des travailleurs turcs), et le gouvernement français cherche à améliorer ses taux de profits pour tenir tête à la concurrence.

L'enjeu dépasse donc largement les délégués de Goodyear, la colère des ouvriers d'Air France ou même le droit syndical.

L'enjeu ce sont les restructurations à venir.

Ils veulent nous faire peur et plier l'échine. Mais la révolte est plus forte que la peur : ah, la chemise d'Air France a fait souffler un vent d'air frais sur la situation sociale ! Et il en sera ainsi à l'avenir, quoiqu'ils prétendent.

Car l'oppression, la féroce de l'exploitation mène nécessairement à la révolte, au combat collectif.

Il ne faut pas se laisser enfumer par l'attaque, il faut serrer les rangs, expliquer autour de nous que le capitalisme n'a comme seul avenir que misère, précarité et répression.

Nous sommes là pour mener tous les combats, contre la précarité et la sous-traitance, contre la pénibilité, contre les horaires de folie et les salaires de misère, contre la dictature d'entreprise et des petits chefs, contre le lean management, pour Travailler Tous, Moins et Autrement.

Nous, les prolétaires, sommes l'avenir, non pas pour aménager un capitalisme à visage humain – même durable, mais pour imaginer un monde meilleur, libéré des exploiteurs.

Un avenir où il n'y aura plus de chemises blanches à déchirer, plus de patrons à séquestrer, mais un pouvoir à exercer, celui de décider nous-mêmes de ce qui est bien pour notre vie !

4 février 2016

OCML VOIE PROLETARIENNE



@OCMLVP



VP-PARTISAN.ORG

CONTACT@VP-PARTISAN.ORG

n'arrive pas à remonter son retard. Engagé militairement à l'extérieur (Afrique, Syrie, Irak) – et ça coûte cher, il lui faut en parallèle mener la guerre intérieure. ANI, Lois Macrons, CICE, Pacte de Responsabilité, ça ne suffit pas.

Alors on va réformer le Code du Travail, et on va avoir de nouveaux plans de restructurations, dans le privé comme dans le public. De nouvelles attaques sur les salaires, les retraites, sur la protection sociale, les conditions de travail, la précarité, la sous-traitance, les horaires et les temps partiels, le travail de nuit et le dimanche et quoi d'autre ?

Le patronat français est parfaitement inséré dans la mondialisation globalisée (comme en ce moment Renault face à la grève des travailleurs turcs), et le gouvernement français cherche à améliorer ses taux de profits pour tenir tête à la concurrence.

L'enjeu dépasse donc largement les délégués de Goodyear, la colère des ouvriers d'Air France ou même le droit syndical.

L'enjeu ce sont les restructurations à venir.

Ils veulent nous faire peur et plier l'échine. Mais la révolte est plus forte que la peur : ah, la chemise d'Air France a fait souffler un vent d'air frais sur la situation sociale ! Et il en sera ainsi à l'avenir, quoiqu'ils prétendent.

Car l'oppression, la féroce de l'exploitation mène nécessairement à la révolte, au combat collectif.

Il ne faut pas se laisser enfumer par l'attaque, il faut serrer les rangs, expliquer autour de nous que le capitalisme n'a comme seul avenir que misère, précarité et répression.

Nous sommes là pour mener tous les combats, contre la précarité et la sous-traitance, contre la pénibilité, contre les horaires de folie et les salaires de misère, contre la dictature d'entreprise et des petits chefs, contre le lean management, pour Travailler Tous, Moins et Autrement.

Nous, les prolétaires, sommes l'avenir, non pas pour aménager un capitalisme à visage humain – même durable, mais pour imaginer un monde meilleur, libéré des exploiteurs.

Un avenir où il n'y aura plus de chemises blanches à déchirer, plus de patrons à séquestrer, mais un pouvoir à exercer, celui de décider nous-mêmes de ce qui est bien pour notre vie !

4 février 2016

OCML VOIE PROLETARIENNE



@OCMLVP



VP-PARTISAN.ORG

CONTACT@VP-PARTISAN.ORG